L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

JOURNAL, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 23 OCTOBRE.

ANNONCES POLITIQUES.

Notice d'Election.

CONFORMEMENT à une proclamation de Son Excellence H. C. Warmoth, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, du 19 septembre 1868, tous les électeurs qualifiés de la paroisse d'Orléans sont notifiés par la présente, qu'une élection sera tenue mardi, 3 novembre 1868, pour un Electeur pour le Président et le Vice Président des Etats-Unis et un Représentant au Congrès, du premier district électoral du premier district congressionnel, composé de toute cette portion de la paroisse d'Orléans, sur la rive droite du Mississipi et de toute la portion de ladite paroisse sur la rive gauche du fleuve, qui est au-dessous et à l'est de la rue du Canal, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, comprenant les quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième districts représentatifs de la paroisse d'Orléans et des paroisses St-Bernard, Plaquemines, St-Tammany, Washington, Ste-Hélène et Livingston.

Un Electeur du deuxième district électoral et un Représentant pour le terme non expiré (rendu vacant par la mort de l'Hon. James Mann) et un pour le terme régulier du second district congressionnel, composé de toute portion de la paroisse d'Orléans sur la rive gauche du fleuve en haut et à l'ouest de la rue du Canal, dans la ville de la Nile-Orléans, comprenant les premier, deuxième, troisième et dixième districts représentatifs de la paroisse d'Orléans, et les paroisses Jefferson, St-Charles, St-Jean-Baptiste, St-Jacques, Lafourche et Terrebonne.

Un Electeur du 3e district électoral, composé des paroisses Ste-Marie, St-Martin, Assomption, Ascension, Vermilion, Calcasieu, Lafayette, St-Landry, Iberville, Est Feliciana, Est Bâton-Rouge et Ouest Bâton-Rouge.

Un Electeur du 4e district électoral, composé des paroisses Ouest-Feliciana, Pointe-Coupée, Avoyelles, Rapides, Sabine, Natchitoches, De Soto, Caddo, Bossier et Winn.

Un Electeur du 5e district électoral, composé des paroisses Claiborne, Bienville, Jackson, Union, Morehouse, Carroll, Ouachita, Madison, Caldwell, Franklin, Tensas, Catahoula et Concordia;

Et deux Electeurs pour l'Etat en général.

Les polls seront ouverts dans chaque precinct d'élection dans la dite paroisse d'Orléans, de 7 heures du matin à 6 heures du soir, le jour et à la date ci-dessus mentionnée, savoir: MARDI le 3 NOVEMBRE 1868, pour recevoir les votes des électeurs qualifiés de la paroisse d'Orléans, sous la surveillance des commissaires et agents qui seront nommés par les autorités désignées par la loi. L'élection devant être conduite et les retours faits par l'officier soussigné suivant la loi.

Bureau du shérif, paroisse d'Orléans, Nouvelle-Orléans, octobre 1868.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 oct—1d

Bureau des Inspecteurs.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Salle No 7 de l'Hôtel-de-Ville,
Nouvelle-Orléans, 23 septembre 1868.

LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT
—POUR LA—
PAROISSE D'ORLEANS,
SERONT OUVERTS LE
Vendredi, 25 Septembre 1868,
AUX ENDROITS SUIVANTS:

Premier Ward.
Rue Race, coin Annonciation. Inspecteurs—G. P. HOUGHTON, WM. McCUBBIN, J. H. MEILLEUR.

Deuxième Ward.
Promenade Triton, coin de la rue Baronne. Inspecteurs—SETH W. LEWIS, J. C. KERSHAW, E. GIFFORD.

Troisième Ward (Devant.)
No 113 rue St-Charles, près Poydras, pour tous ceux qui résident à l'Est de la rue des Remparts. Inspecteurs—JULIUS A. NOBLE, THEO. LIPSHUTS, CHAS. CHEVALIER.

Troisième Ward (Derrière.)
No 108 rue Liberty, près Perdido, pour tous ceux qui résident à l'Ouest du centre de la rue des Remparts. Inspecteurs—JAMES NEWTON, MARTIN DEE, J. P. KEATING.

Quatrième Ward.
Encoignure des rues Conti et Tremé. Inspecteurs—M. H. HANMORE, JOHN GERRARD, THEO. MARTIN.

Cinquième Ward.
No 139 rue Bourgogne, entre Toulouse et St-Pierre. Inspecteurs—A. ROUGELOT, L. A. SNAER, L. D. LARRIEU.

Sixième Ward.
Salle de l'Economie, rue des Ursulines, entre Marais et Villeré. Inspecteurs—ALCIDE LEWIS, A. L. YOUNG, JOHN SCHULZ.

Septième Ward.
Rue des Français, entre Levée et Chartres. Inspecteurs—ARNOLD BERTONNEAU, W. H. GREENE, S. J. BARKDULL.

Huitième Ward.
No 11 rue Victoire, entre Champs-Elysées et Mortgty. Inspecteurs—JOHN McWHORTER, HENRY SCHULTZ, J. DOMINGON.

Neuvième Ward.
No 158 rue Front Levée, entre Montéarut et Clouet. Inspecteurs—W. C. KINSELLA, JOHN MINITER, V. MOORE.

Dixième Ward.
Encoignure des rues St Thomas et Joséphine. Inspecteurs—WM. BURROUGHS, G. L. SMITH, JOHN DRIVER.

Onzième Ward.
No 35 rue des Magasins, entre Septième et Huitième. Inspecteurs—ROBERT MORRIS, D. F. SIMPSON, C. J. FOGARTY.

Alger, rive droite.
Maison Brooklyn. Inspecteurs—T. S. JOHNSON, C. L. SWEET, WM PEASE.

Les susdites personnes sont priées de déposer copie de leurs serments immédiatement, sinon il en sera nommé d'autres à leurs places.

Les bureaux seront ouverts, tous les jours, de 8 heures du matin à midi et de 3 à 6 heures du soir les dimanches exceptés, jusqu'au soir du 24 octobre 1868.

Pour l'information du public, les limites des différents wards sont données:

Premier Ward—De la rue Félicité à la rue Thalie.
Deuxième Ward—De la rue Thalie à la rue Julia.
Troisième Ward—De la rue Julia à la rue du Canal.
Quatrième Ward—De la rue du Canal à la rue St-Louis.
Cinquième Ward—De la rue St Louis à la rue St-Philippe.
Sixième Ward—De la rue St-Philippe à la rue Esplanade.
Septième Ward—De la rue Esplanade à la rue des Champs Elysées.
Huitième Ward—De la rue des Champs-Elysées à l'Avenue Lafayette.
Neuvième Ward—De l'Avenue Lafayette aux bas-limites de la ville.
Dixième Ward—De la rue Félicité à la rue Première.
Onzième Ward—De la rue Première à la rue Tolédo (hautes limites de la ville.)

Par ordre du Bureau d'Enregistrement.

WM. BAKER,
Président.

25 sept—1m

AVIS.

BUREAU D'ENREGISTREMENT,
ETAT DE LA LOUISIANE,
Nouvelle Orléans, 25 septembre 1868.

CONFORMEMENT à la section 11 de la loi qui crée un Bureau chargé de surveiller l'enregistrement des électeurs de l'Etat—loi qui a été approuvée le 7 septembre 1868—tous ceux qui les enregistreurs refuseront d'inscrire sur les registres ont le droit d'en appeler au bureau d'enregistrement.

Le Bureau annonce à ceux qui réclament que tous les appels doivent être faits par écrit, qu'il siégera les mardis et les vendredis pour prendre connaissance des appels et donner ses décisions, et que quand viendra le jour d'entendre les parties intéressées, celles ci en seront averties.

Par ordre du Bureau.

WILLIAM BAKER, Président.

25 sept—

AVIS

A tous ceux qu'on refuse d'enregistrer.

LES personnes qu'on refuse d'enregistrer et qui ont des certificats, sont priées d'en avertir le Comité Central Démocratique d'Etat, au No 203 de la rue du Canal, de midi à trois heures.

THOMAS STEEL,
Secrétaire du Comité Central Démocratique d'Etat.

sept—

Comité Central Démocratique d'Etat.

LA réunion régulière de ce comité aura lieu tous les MARDIS SOIRS, à sept heures et demie, à la salle du comité rue du Canal, No 203.

THOMAS STEEL, secrétaire.

sept—

Comité démocratique de la paroisse d'Orléans.

JOS. ELLISON, Président.
S. ST-MARTIN, vice-prés., P. LABARRE, Trésorier
C. W. CULBERTSON, trés. St. L. DUPEIRE, sec. sec.

Comité Exécutif.
JOS. ELLISON, président ex-officio.
M. LARDNER, E. L. JEWELL, J. LETTEN,
W. P. HARPER, W. F. BILLEY, R. C. BOND.

Comité de Finance.
JOS. ALLISON, président ex-officio.
O. DUPEIRE, ARCH MITCHELL, M. W. CLONEY,
J. S. ZACHARIE, A. STINSOT, W. LOCKWOOD,
N. A. LLAMBIAS, JOS. LULLIA, JOHN HAAS.
W. P. DUNHAM.

Comité de Naturalisation et d'Enregistrement.
S. ST-MARTIN, Présid., J. H. BERNOS, avocat du c.
W. L. MURPHY, A. SAMBOLA.
J. DELANEY, J. H. HUCKINS.

24 août—au 3nov

E. A. LAMBERT, vs la succession de P. E. BONFORD. DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 28 647—En vertu d'un writ de vente à moi adressé par l'honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt quatre d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Trois terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet formé par les rues Carondelet, Terpsichore et Melpomène, et désignés par les numéros vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre. Les dits terrains ayant les dimensions suivantes:

Le No vingt-trois, mesure vingt-huit pieds cinq pouces de face à la rue Carondelet, sur une profondeur et largeur entre lignes parallèles...

[illegible]

Ce terrain appartient à la dite succession par suite de acquisition que le défunt en avait faite de Stewart, suivant acte au rapport de Théodore Guyol, notaire public en cette ville, en date du 1859.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

sept—1 8 16 24 oct

Un joli cottage situé rue des Bons Enfants entre Music et Poètes.—Succession de MARY GRAFTEN, veuve de J. W. Westcombe.—No 30,....

PAR G DE FERIET, encanteur—Bureau No 36 de la rue Bienville—SAMEDI, le 14 novembre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, sera vendu, à l'encan public, conformément à un ordre de l'honorable Louis Duvigneaud, Juge de la Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 6 octobre 1868, le bien suivant décrit, pour satisfaire au paiement:

Un terrain situé dans le Troisième District, dans l'îlet compris entre les rues des Bons Enfants, Amour, Poètes et Musique, désigné par le No 3 et également par le No 7, conformément à un plan dressé par ... mesurant 29 pieds 7 pouces de face à la rue des Bons Enfants sur 127 pieds 7 pouces de profondeur, ensemble avec les bâtisses comprenant un cottage ayant une galerie de devant, 3 chambres, un hangar, cuisine, lieux d'aisance, &c.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

Acte de vente, y compris les timbres de revenu fédéral des Etats-Unis, pardevant Octave Morel, notaire public, aux frais de l'acquéreur.

oct—13 17 24 31 7 et 14 nov

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1868, y compris les primes non expirées de l'année précédente.

Sur les risques d'incendie	$813,684 43	
Sur les risques de mer	238,734 17	
Sur risques de rivières	99,543 62	
Total		$1,151,962 22
En moins—Primes sur risques non expirés le 31 mai 1868	$238,647 00	
Primes remboursées	33,471 97	
		$250,318 97
Montant net des primes à 31 mai 1868		$901,644 15

Pertes payées:

Sur les risques d'incendie	$271,236 37	
Sur les risques de mer	173,940 56	
Sur les risques de rivières	45,329 96	
	$491,090 91	
Taxes	20,012 61	
Réassurances, Dépenses, Prêts et Pertes, moins intérêt	$105,202 04	$624,314 56
Bénéfice net		$277,329 30

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Propriétés foncières	$180,617 87
Billets garantis par hypothèques	675,897 30
Billets garantis par nantissements	80,147 35
En caisse	136,479 24
Actions de banques et de chemin de fer	104,900 00
Primes en voie de perception	90,755 5
Bons de la ville	30,000 00
Effets à recevoir	127,154 79
Scrips de Compagnies d'Assurances	60,806 00
Actions "Dry Dock Vallette"	15,000 00
Actions de la Presse "Levee Steam"	5,000 00
Actions "Marine Dry Dock"	3,700 00
Actions "Merchants' Exchange"	1,000 00
Actions "Lightering & Wrecking Co"	1,600 00
Actions "La Equitable Life Ins. Co.	250 00
Bons de l'Etat	1,500 00
Total	$1,495,414 16

En moins: Intérêts non réclamés et intérêts à payer en juillet prochain ... $101,385 15
35 0/0 du scrip de 1850 payable en juillet ... 70,075 75
Primes sur risques non terminés le 31 mai 1868 ... 226,147 00 — $396,768 90

Actif net ... $1,087,645 26

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nile-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi ce 9 juin 1868.

PAUL W. COLLENS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

A une assemblée des Directeurs tenue le 9 juin 1868, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip de TRENTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrips seront émis le premier lundi d'août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le second lundi de juillet prochain, Trente cinq pour cent sur le Capital du Scrip de 1859, et six pour cent d'intérêt sur tous les scrips émis par la Compagnie.

— Directeurs —

John Pemberton,	P Maspero,	Pierre Fouts
M Puig,	David McCoard,	S Z Relf,
Chas. Hagery,	J J Fernandez,	L F Generes
P S Wiltz.	J Morgan Hall.	10 juin

HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA Compagnie d'Assurance Mutuelle DU STAR,

RUE CARONDELET No 14.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 31 juillet 1868 ... $ 40,673 22

Savoir:

Sur les risques d'incendie	$ 30,855 62	
Sur les risques de mer	5,838 41	
Sur les risques de rivière	3,979 25	
		$ 40,673 22

Moins:

Pertes sur les risques d'incendie	$ 4,561 71	
Pertes sur les risques de mer	5,839 43	
Pertes sur les risques de rivière	1,079 35	
		$ 11,480 49
		$ 29,192 73
Frais de bureau, taxes, licences, etc., déduction faite du montant au crédit du compte contingent	$ 13,231 46	
Réassurances	4,352 43	
Primes remboursées	369 11	
		$ 18,952 00
		$ 10,240 73
15 p. 0/0 alloué aux assurés		5,085 59
		$ 5,155 26
Réserve pour risques non expirés		6,382 00
		$ 1,776 26
En caisse	$ 3,363 49	
Effets à recevoir	302 8	
Scrips d'autres Compagnies d'assurances	3,280 00	
Primes en voie de perception	4,977 94	
Balance due sur des billets de souscription, considérés bons	75 800 00	
		$ 87,120 68
Valeurs douteuses portées sur compte suspendu		$ 26,802 82

Extrait correct des livres de la Compagnie,

LLOYD R. COLEMAN, président,
CHS. ENGSTFELD, secrétaire;

Assermenté et signé devant moi, ce 25 août 1868.

JOHN P. MONTAMAT,
3me Juge de Paix.

La Compagnie d'assurance Mutuelle du Star, en mettant sous les yeux du public l'état qui précède, a l'honneur d'annoncer en même temps à ses amis que des Listes de Billets de Souscription supplémentaire circulent en ce moment et se signent rapidement; elle espère que cette souscription portera son capital au chiffre d'environ $300,000 et lui permettra d'agrandir le cercle de ses opérations.

La nouvelle direction désire ardemment rendre la Compagnie utile et prospère; elle espère que les efforts qu'elle fait dans l'intérêt d'une des plus anciennes institutions de la Nouvelle-Orléans auront l'approbation cordiale et le secours généreux de notre population.

A l'élection qui a eu lieu le 20 juillet 1868, les messieurs dont les noms suivent ont été élus Directeurs pour l'année.

DIRECTEURS:

W. C. C. CLAIBORNE,	ARTHUR FORSTALL
ADOLPHE SCHREIBER,	B. LAPLACE,
FORRESTER DOLHONDE,	J. A. ERASELMAN,
CHS. G. JOHNSON,	ROBERT L. MOORE,
J. P. TODD,	B. GERSON,
R. L. BRUCE,	EDWARD COCHRAN

A une réunion des nouveaux Directeurs, le 17 août 1868, M. LLOYD R. COLEMAN a été réélu président et M. Chs. Engstfeld a été réélu secrétaire.

CHS. ENGSTFELD, secrétaire.

28 août—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun
NILE-ORLEANS, 28 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nile-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:

Sur les risques d'incendie	$168,471 88	
Sur les risques de mer	65,130 94	
Sur les risques de rivières	25 602 34	
	$317,904 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,885 00	
		$384,589 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,596 04	
		$ 63,014 04
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,575 67

Pertes payées dans la même période

Sur les risques d'incendie	$32,051 12	
Sur les risques de mer	39,641 76	
Sur les risques de rivières	36,622 94	
		$108,715 82
Plus, réassurances	$ 2, 75	
Escompte de primes	48,46 87	
		50,974 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins		71,610 31
Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dus en 1866 y compris les balances		55,213 10
		$284,513 85
Bénéfice net		$ 37,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $90 c.	$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c.	86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c.	71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c.	17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c.	2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c.	3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.	4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc.	168,456 00
Prêts sur garantie	26,000 00
Prêts sur hypothèque	56,000 00
Billets à recevoir	11,398 00
Primes dues et en voie de perception	47,183 02
Scrips d'autres Compagnies d'assurances	12,480 00
Monnaie n'ayant pas cours	4,000 00
Coupons de la ville, dus et non recouvrés	13,000 00
En caisse	84,974 42
	$767,769 62

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et signé par devant moi, ce 28 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, aux pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Jas. G. Gaines,	E. J. Hart
Henry Renshaw,	Jas. C. Richa.
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Sicco,	J. B. Bres,
J. C. Barelli,	Thos. Sloo,
Thos. A. James.	28 janv—

LOUIS LEONHARD vs ANTHON LANCH—No ...

TROISIEME JUSTICE DE PAIX—Paroisse d'Orléans—En vertu d'un writ de fieri facias à moi dirigé par l'Honorable John P. Montamat, Troisième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique à l'encan le plus offrant, le VENDREDI, le trentième jour d'octobre 1868, à midi, au No 20 du Passage de la Bourse, entre les rues Douane et Canal, des propriétés suivantes, savoir—

Un dray servant à charroyer des barils,
Une ... avec harnais.

Saisis dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant en billets du Trésor des Etats-Unis.

20 oct—21 30

J. A. MOLAISON,
Constable.

DIX-NEUVIEME ETAT ANNUEL DES AFFAIRES DE la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1868.

LES DIRECTEURS, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1868—

Primes d'incendie, dans l'année	$238,122 82	
Primes de mer	94 062 32	
Primes de rivières	177,364 66	
		$507,790 22
Total net des primes		$447,664 22
Pertes par l'incendie, payées et évaluées	$ 88,500 00	
Pertes de mer	67,074 06	
" rivières	55,972 67	
Taxes payées	28,619 54	
Payé—réassurance et compte au lieu de scrip	60,108 20	
Payé—intérêts, primes remboursées, frais généraux, escomptes, etc.	67,649 03	
		$365,016 12
Bénéfice net		$82,999 1

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets à recevoir	$ 37,404 36	
Prêt sur bons et hypothèques	69,343 33—106,837 69	
En caisse	$104,577 34	
Prêts garantis par actions sur demande	63,400 00—$167,977 34	
Prêts garantis par actions à terme	$71,000 00	
Propriétés foncières	75,000 00	
Scrip d'autres compagnies et comptes de scrip	45,082 48—$131,372 4	
Bons consolidés de la ville	$30,000 00	
Bons de la ville	86,880 00	
Actions de Banques et autres	196,337 17—$323,217 17	
Coupons pour bons de la ville, échus		$4,690 00
Dû pour prime et en voie de perception		41,820
		$779,814 6
La Compagnie possède également—		
Billets suspendus, actions et bons		$406,085
Compte de scrips forfaits		7,909
Intérêts non réclamés	$7,600 20	

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

THOS. A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

Paroisse d'Orléans,
Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 mai 1868.

PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent, à partir du deuxième lundi de juillet prochain, aux porteurs sur les certificats de scrips non encore payés. Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende-scrip de trente-trois et un tiers pour cent sur le montant net des primes ayant droit de participer au bénéfice net de l'année expirant le 30 avril 1868. Il sera émis des certificats pour le dividende-scrip, à partir du premier lundi d'août prochain, sans taxe du gouvernement.

THOS. A. ADAMS, Président.
SAMUEL KENNEDY, Vice-Présid.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

DIRECTEURS—

JOHN WATTS,	C. T. BUDDECKE,
SAMUEL B. NEWMAN,	P. R. FOLEY,
WM. EDWARDS,	A. G. OBER,
P. SIMMS,	A. THOMPSON,
JNO PHELPS	26mai

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868 ... $200,275 46

Primes d'incendie	$196,066 60	
Primes de mer	87,430 21	
Primes de rivières	14,788 15	
Moins primes remboursées	4,187 87	200,276 46
Montant en réserve pour risques non expirés	39,030 42	46,104 29
Montant net des primes		$55,707 17

Pertes payées:

Pertes par l'incendie	36,066 15	
Pertes sur mer	35,638 45	
Pertes sur rivières	4,891 84	
	76,598 03	
Ré-assurances	11,904 94	
Dépenses, intérêt	28,862 87	
Taxe et souscriptions	10,296 87	
6 et 15 0/0 d'escompte	28,490 45	
Réservé pour pertes non réglées	18,000 00	176,601 22
Bénéfice net		29,605 95

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets pour actions	216,000 00	
Cédés	5,000 00	
4, par comptes individuels	29,895 77	
Prêts sur garantie, sur demande	84,276 65	
Prêts sur hypothèque	21,000 00	
Garanties de la ville	5,400 00	
Garanties des Etats-Unis	12,187 41	
En caisse	44,181 60	380,530 27

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé:) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé:) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré, et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président

E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Heimer,	C. T. Forster,
F. A. Lalling,	H. Zuberbier,
Thos. Schorr,	O. H. Karstendiek
Geo. Mere,	Louis Schwarz,
Chas. Bendix,	G. L. L. Mayer,
L. F. Berje,	H. Bleese,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Siaffer,
Chas. Loeffler,	E. Weissenbach,
Julius Hoerner,	A. Marks,
F. Froh,	J. J. Wechsrling,
F. M. Ziegler,	J. F. Krantz.
12avril—1m	

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:

Sur les risques d'incendie	$319,916 16	
Sur les risques de mer	63,499 44	
Sur les risques de rivières	22,799 81	
Total des primes		$411,306 41
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,682 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,677 41
Montant net des primes		$291,528 00
Pertes: Sur les risques d'incendie	$99,700 82	
Sur les risques de mer	61,488 16	
Sur les risques des rivières	19,029 44	
	$160,428 22	
Taxes	11,585 36	
Ré-assurances	8,274 51	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	16,180 88	
Intérêts sur scrips	26,568 60	
		$194,078 64
Bénéfices		$97,449 16
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets à recevoir pour primes	$3,734 61	
Billets garantis et billets hypothécaires	219,207 00	
Dû pour primes en voie de perception	39,329 1	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	133,343 44	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances	90,136 00	
En caisse	83,777 68	
	565,528 04	
Moins: Dépréciation des sus-dites	92,450 00	
Montant net		$580,
Moins: Intérêts de scrips, non réclamés	7,009 76	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,366 00	34,397 76
		$538,564

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.

PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE vs JACOB HANKIN & CLAIRE DROGE.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans No 21871 En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-quatre d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé au faubourg Delord, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Front, Sanette et de la Nouvelle-Levée et l'Allée de Withers, désigné par le numéro Quatre sur un plan dressé par J. Pilié, ci-devant voyer, le 9 d'août 1845 et annexé à un acte en date du 13 d'octobre de la même année au rapport de C. Boudousquié, alors notaire public en cette ville.

Ledit terrain forme l'angle de la rue Front et de l'Allée Withers et mesure vingt et un pieds trois pouces et quatre lignes de face à ladite rue Front, sur une profondeur de quatre-vingt pieds et lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Ensemble avec cent vingt et une [121] actions du fonds capital de la dite banque, garanties par hypothèque sur ladite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur pour s'en être rendu adjudicataire à une vente publique faite par le shérif de la Paroisse d'Orléans, le 7 de juillet 1858, dans l'affaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Joseph S. Wilkinson Jr., No 10,770 des dossiers de la Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur fournira un stock note de la somme de deux mille quatre cent soixante-dix piastres ($2,470) échéant le 1er de janvier 1869, due et recouvrable, conformément aux termes de la charte de la dite Banque et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication. L'acquéreur assumera toutes les obligations et responsabilités imposées aux actionnaires de la dite Banque, et ... ainsi fourni devra être identifié avec l'acte de vente par la Banque des Citoyens de la Louisiane à C. C. Wilkinson, au rapport de C. Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville en date du 24 de septembre 1847 et à ... acte de vente par le shérif à la présente affaire.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

22 sept—oct 1,8 16 24

JACOB OTT Entrepreneur.

REPARE LES MAGASINS et les MAISONS DE RESIDENCE.

Fait et répare les Cuves.

Les ordres laissés au No 35, Cercle Tivoli, ou chez M. L. DURAND coin Toulouse et Chartres, seront exécutés avec promptitude.

14 nov—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868 ... $546,583 45

Savoir:

Primes d'incendie	$263,372 87	
Primes de mer	183 153 70	
Primes de rivières	103,057 15	
		$549,583 42
En moins:		
Primes remboursées	$ 5,859 75	
Primes non expirées	40,143 00	
		$ 46,004 75
Montant net des primes		$502,518 67

Pertes payées:

Pertes par l'incendie	$ 62,597 28	
Pertes sur mer	184,872 72	
Pertes sur les rivières	94,592 00	
	$342,062 14	
Escompte au lieu de scrip	54,348 65	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 38	
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte	22,310 83	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	37,777 80	
		$491,210 79
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalant à un capital comptant de $630,000, savoir:

Placé en propriétés foncières	$ 66,838 13
Hypothèques sur propriétés foncières	78,019 00
Placé en bons de la ville et autres bons	42,220 00
Placé en actions de banques et autres actions	138,585 ...
Placé en Scrip de Compagnie d'assurance	135,302 00
Prêts garantis	18,200 00
Effets à recevoir	65,806 00
Primes en voie de perception	97,262 71
Encaisse	111,513 49
	$737,860 1

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868.

PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
E. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Wallis,
George W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr,
Henry J. Vose,	R. Pleggio,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Weisbaas,	Rudolph Sieg
H. Given.	24 mars

Etat de la Louisiane.

Paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU que ce dix-septième jour d'août de l'année de Notre Seigneur mil huit-cent-soixante-huit, et dans la quatre-vingt treizième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique—Pardevant moi, ANDREW HERO Jr, notaire dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans, ayant commission et qualité, en présence des témoins soussignés, se sont présentées les parties dont les noms figurent ci-dessous, lesquelles parties ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane faites pour les cas de ce genre, elles s'engagent et engagent ceux qu'elles représentent à se former en Corporation dans le but d'améliorer le gaz dans la ville de la Nouvelle-Orléans et d'autres villes de l'Ouest de la Louisiane, sous les règlements suivants:

ARTICLE PREMIER.

Le nom de la Corporation sera la Compagnie américaine de Gazaméliore de la Nouvelle-Orléans; le domicile en est établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans. La dite Corporation commencera les affaires dès qu'il aura été souscrit dix mille piastres. Les assignations en cas de procès intentés à la Corporation devront être remises au Président et, et en cas d'absence, au secrétaire.

La Corporation aura le pouvoir: 1o d'avoir succession, sous son nom de Corporation, pendant vingt-cinq ans; 2o de contracter, de poursuivre et d'être poursuivie en justice, sous son nom de Corporation; 3o de faire et employer un sceau de Corporation; 4o de posséder, recevoir et aliéner, en son nom, des meubles et des immeubles; 5o de nommer les Directeurs et les Officiers qu'elle jugera de son intérêt et convenable de nommer; 6o de faire les règlements qu'exigera la direction des affaires de la Corporation.

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de cette Corporation est de réduire les dépenses des consommateurs de gaz de la Nile-Orléans et des environs, et de l'Est de la Louisiane; de faire améliorer généralement le gaz amélioré.

ARTICLE TROISIEME.

Tous les droits de Corporation de la Compagnie seront exercés par une Direction et les officiers qu'elle désignera.

La Direction se composera de neuf membres qui auront le pouvoir de porter ce nombre à onze ou plus, et ce nombre aura été porté au nombre permanent des membres de la Direction.

La Direction élira à la deuxième lundi de janvier 1870, et ensuite, tous les ans, par les actionnaires par la voie du scrutin. Chaque membre de la Corporation aura le droit à autant de votes qu'il aura payé d'actions conformément aux conditions ci-après mentionnées. Chaque actionnaire pourra, en cas de l'absence, déléguer son représentant. Les actions ... l'élection d'officier mais dans la Direction s'il y échoit ... n'avait pas été pour ... le Président de vote ... qu'il y en ait une ... dans les ... suivante ... de la Nile-Orléans.

Les Directeurs devront, à la première réunion de chaque année, nommer un de leurs Président. Ils devront élire un Secrétaire et un Caissier en même temps, et tous ces officiers resteront en place jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

La première Direction se composera des actionnaires suivants: Thomas B. Barton, F. M. Zeigler, Charles A. Lebuzan, William B. Koontz, William F. Kelly, Alexis Alexander, Albert W. Merriam, John O. Fleming et John McIntyre.

ARTICLE QUATRIEME.

Le capital de cette Corporation est fixé à cent mille piastres représentées par mille actions de cent piastres. Un quart de chaque souscription devra être payé comptant, au moment de la signature de ces articles, et le reste en trois sommes égales, en billets du souscripteur à son propre ordre, endossés par lui à six (6) neuf (9) et douze (12) mois de date. Si un souscripteur retient un négligeait de payer ses billets à l'échéance, il sera ajouté au montant du huit pour cent d'intérêt de l'échéance à parfait paiement et les dits billets ne seront pas payés dans les trente jours qui suivront l'échéance, la Direction se réserve le droit de faire vendre à l'encan ou autrement, toute action sur laquelle un montant sera dû.

ARTICLE CINQUIEME.

Un actionnaire de cette Corporation ne sera jamais responsable des contrats ou erreurs de la Corporation; aucun défaut de forme dans l'organisation ne pourra annuler cette charte ou rendre un actionnaire à une responsabilité excédant le montant de ses actions.

ARTICLE SIXIEME.

Cette charte peut être modifiée, changée ou amendée ou la Compagnie peut être dissoute à une assemblée générale des actionnaires convoquée à cet effet, avec le consentement des porteurs des trois quarts (en montant) des actions qui y seront représentées.

Lorsque la dissolution de la Corporation devra être nécessaire en raison de l'acte des actionnaires, de la limitation de la charte ou pour toute autre cause quelconque, ces affaires devront immédiatement être mises en liquidation sous la surveillance de trois commissaires nommés par les Directeurs. Ces commissaires exerceront leurs fonctions jusqu'à liquidité ou complète des affaires de la Compagnie et feront la distribution du surplus de fonds entre les actionnaires.

ARTICLE SEPTIEME.

Les noms des actionnaires, leurs résidences et le nombre d'actions de chacun sont déclarés être tels qu'ils sont indiqués dans ce présent acte.

Les timbres de revenu intérieur des Etats Unis (cinq cents par page) que la loi exige pour cet acte ont été apposés audit acte et cancellés.

Ainsi fait et passé dans mon étude, à la Nouvelle-Orléans, en présence de George Gense et de George Alfred Hero, témoins légaux à tous deux de cette ville, lesquels ont signé avec les parties et moi, ledit notaire, le jour et la date susdits.

Signatures de l'original: Jules Brady, A. Alexander, T. B. Barton, A. W. Merriam, John O. Fleming, F. M. Zeigler, W. Frazier Kelly, Wm. B. Koontz, par J. F. Elliott, C. A. Lebuzan, John McIntire, et autres. George Couse, George A. Hero.

ANDREW HERO, Jr., Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original déposé parmi mes archives.

Nile-Orléans, 17 août 1868.

ANDREW HERO, Jr., Notaire public.

20 août—4 ... 1f p sem

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la paroisse ville et la susdite paroisse y demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, ont comparu et personnellement les personnes dont les noms et capacités sont ci-après indiqués, lesquelles personnes ont déclaré qu'en ou ceux qu'elles représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et située dans cette ville et cette paroisse—pour le nombre d'actions de (cinquante piastres chacune,) de ladite banque, figurant en regard de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, au rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1866, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société, ou adoptant, à l'unanimité, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février mil huit cent soixante-huit, une résolution dont copie est ci-annexée et qui est conçue comme suit: "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que l'état des affaires de l'institution soit publié dans le Times, le Crescent et l'Abeille; que les actionnaires soient requis de se présenter au local de la banque, le samedi, septième jour de mars prochain, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, pour voter sur la question de savoir s'il conviendrait de réduire de pourcent le capital de la banque, actuellement d'un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) de valeur réelle."

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, en temps et l'avis qu'exige la loi; qu'à la dite assemblée générale eux, les dits apparents, représentant et possédant treize mille quatre cent vingt-deux actions—plus des deux tiers du total qui est de vingt mille actions, de la dite banque, votèrent et consentirent à ce que le capital de la banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par ou divisées en vingt mille actions de trente piastres. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés ou amendés conformément à ce qui précède.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou pourraient plus tard devenir leurs associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par ou divisées en vingt mille actions de trente piastres. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, deviennent actionnaires de la dite banque en conservant en regard de leurs noms d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Arnaud Pitot jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
F Schuler	10	F. E. Bernard	100
Delvaille & Joubert	285	U Marinoni	100
A DeBon	50	Warren, Crawford & Co.	20
C Chavanne	50	G F Porter	15
J V Allain	549	E O Porter	17
Chas. De Kuyter	390	J M Plantiger	62
H C Millaudon	150	F J Jewett	25
H C Millaudon, agent	350	F Camors	45
Edgar Pitot	60	P Gelpi	140
R B Mannion	700	P Gelpi & Co	128
E F Mioton	100	D Lanata	700
L Assert	380	A Camera	15
E Benal	49	J B Dugan	30
A Fouquet	58	E Forestier	100
Francis J Rusy	142	J C Denis	50
E Dorney	14	S Cambon	100
E Pablo	20	Maury & Co	100
F J Lavillebeuvre	35	A Miltenberger & Co	50
Thos. Langridge	41	D C Wood	100
Ant. Lanata	450	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co	100	J L Sforry	350
F G O'Brien	100	A B James	50
Herrell, Coyle & Co	150	Alfred Kearney	50
B M Horre	40	Vena Sins	12
J W Burbridge	50	W C Black	45
Mrs. V W Burbridge	14	W A Violett	25
Ths. Jenny & Co	20	W A Violett & Co	20
C H Hyams	20	J Lorber	20
L B Pullen	45	J F Payne	20
Forstall & de Lassus	275	C Baquie	25
C Cavaroc	110	Amélie Lay	50
Irma Cavaroc	25	W N Mercer	124
C Cavaroc, Jr	5	E Schmidt	50
J Bouqueron	18	P Crabites	50
L Guyol	36	E Merith	25
Puig Bros	20	Mrs. A Burdeaux	25
E Cramer	131	Mrs. Paul Juge, fils	135
F Dupré	100	Aug. Benan	100
W G Robinson	100	Wm Bogel	50
John Pemberton	100	Chs. Ladip	100
Louisiana Ins. Co	200	Leeds & Co	100
Reynes & Doize	50	Simon & Loeb	100
N H Benochi	25	Castillo & Heritage	50
M Ogleaby	100	E J Hart & Co	50
Ralli & Co	25	Albert & Rainey	25
Negropente & Agelasto	25	D M Bernard	25
Pollard & Co	125	Chs. Dunts	25
J J Miche & Co	115	E Giquel	60
Cie. d'Assur. Mut. de Cresce	512	Giquel & Jamison	40

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr.
Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr.,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nile Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre 8 No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr.,
Député du préposé à l'enregistrement.

Nile-Orléans, 18 mars 1868.

25 mars—1f par sem—4 sem

New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad.

U. S. MAIL ROUTE BETWEEN NEW ORLEANS, WESTERN LOUISIANA AND TEXAS.

The Railroad FERRY BOAT will leave the foot of St. Ann street, opposite Jackson Square, DAILY, at ... A. M., connecting with the PASSENGER TRAIN leaving Algiers at ... A. M.

Shippers and consignees of freight, by giving notice to the New Orleans Transfer Company, corner Camp and Common streets, can have their goods received or delivered in any part of the city at reduced rates of dray age.

Freight for stations on the road, for landings on the Teche, and for Opelousas, deliverable at New Iberia or St. Martinville, received daily, (Sundays excepted) from 7 a. m. to 4 p. m. at the foot of St. Ann street

Freight for all points on Bayou Lafourche, between Labadieville and Lockport, for Terrebonne Canal, and for Houma, will be received and transported through, via Raceland, Lafourche and Terrebonne stations, at through steamboat rates.

All outward freight payable at the time of shipment and all inward freight on delivery.

G. W. R. BAYLEY,
Superintendent.

Sept 17

Through Rates of Freight

BETWEEN

NEW ORLEANS

New York, Boston, Philadelphia and All Points North and East,

VIA N. O. J. AND GREAT NORTHERN AND MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD, ETC.

ALL RAIL ROUTE,

NO INSURANCE REQUIRED.

Through Bills Lading Signed and Rates Guaranteed.

N. O., J. & G. N. RAILROAD OFFICE,
New Orleans, July 1, 1868.

Shippers are informed that we are now transporting freight between New Orleans and New York, Boston, Philadelphia, etc., at very low rates, making a saving to the shipper by this route of from TWENTY to FIFTY PER CENT.

All claims for loss, damage or overcharge will be promptly settled at points of delivery.

For further information apply at the Depot, on Calliope street, or at the Office of the Company, No. 44 Carondelet street

T. S. WILLIAMS,
General Superintendent.

JAMES TONER,
General Freight Agent.

jy4 3m

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 78 Camp street, Corner of Natchez street

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867 ... $631,590 78
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period ... 317,740 00
Assets on the 31st December, 1867 ... 578,724 60

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen,	J. H. Ludwigsen,	E. E. Converse,
A. Moulton,	Wm. Chambers,	A. H. May,
S. P. Ethell,	John T. Moore,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. R. Isenhour,	John G. Rogers.
Sabil 11mo.		

Bank Directory

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Faurie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blaze, President pro. tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Ornet, Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. R. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

Burke & Co., No 34 Camp street

Merchants' Bank, Camp street—Reynes, President; Thos J. Diz, Cashier.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President, and —— Hall, Cashier

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President, John G. Devereux, Asst. Cashier.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; B. F. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B L Millaudon, President; E. N Gaucheaux, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peyphand, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Gaucheaux, President; L. W. Baquie, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No 142 Canal street—Joseph Allison, President; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 58 Camp street—Chas. Roman, President; A. Tarleton, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President; Chas. Engsfeld, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated.

Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description, and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

THE NATIONAL TELEGRAPH COMPANY.

A new enterprise to be know as the National Telegraph Company has been organized with valuable franchises conferred by a recent act of Congress, for the purpose of establishing Trunk lines of Telegraph on all the principal railroads and mail routes in the United States. The stock is to be issued upon the same principle as that of the Merchants' Union Express Company, which recently commenced operations. The design is to interest the entire business community in the enterprise. This is done, not so much to dispose of the stock as it is to secure the business of the country through which the lines pass.

The Capital is to be

$10,000,000

In 100,000 Shares of the par value of

$100 Per Share,

But the actual amount to be paid in Cash is

$35 PER SHARE.

And this amount is to be paid as follows: One per cent at the time of subscribing, and no more, until the entire capital has been subscribed, and then on calls to be made by the Board of Directors; instalments not to exceed five per cent per month. When thirty-five per cent of the par value of the shares has been paid, certificates of stock will be issued. This will give the Company a paid up

Cash Capital of $3,500,000,

Which will be sufficient to duplicate lines to all, or nearly all, the paying points reached by the present monopoly.

The present telegraph Companies of the country have been consolidated into one huge monopoly, and are now earning over six millions of dollars per year, or over one hundred per cent on the actual cost of their lines, their present capital having been watered over one thousand per cent.

The National Telegraph Company have a recognition from the United States Government of the importance of their enterprise, with a grant of the most valuable franchises ever conferred upon a Telegraph Company. No competing line has ever had the right now granted by Congress to this Company to construct and operate lines over every Railroad and Mail Route in the United States. The position of this Company differs from that of any company ever before organized. The question of the right way is forever settled.

The Stockholders of this Company cannot be sold out or transferred to any other Company. The act of Congress under which this Company has been organized, prohibits any transfer of the franchise granted.

CALLS—HOW TO BE MADE.

One per cent of the Stock will be required on subscribing, and subsequent calls, not to exceed five per cent per month, will be made by the Board of Directors, from time to time, as may be necessary, any supply funds to construct and equip the lines; but no calls will be made after the one per cent is paid until the entire Capital Stock shall have been subscribed.

ACTUAL CAPITAL REQUIRED.

The Company confidently believe that thirty-five per cent of the Capital Stock will construct and fully equip

25,000 Miles Of Wire,

Which will connect all the commercial centres and important places in the United States. This opinion rests upon the most reliable estimates and responsible offers to construct and equip the lines.

The National Telegraph Company is organized under the laws of the State of New York and franchises conferred by an act of Congress, approved July 24, 1866:

President—GEORGE B. SENTER, of Cleveland, Ohio.

Vice President—ROBERT SQUIRES, of New York City.

Secretary—GEORGE S. WALTER, of New York City.

COMPANY'S OFFICE.

Nos. 64 and 66 Broadway, New York.

A limited amount of the Capital Stock of this Company is allotted to this locality, and those having an opportunity, and subscribing, will be placed upon equal terms with its corporators, and will secure the interest in all franchises which have accrued or may hereafter accrue to the Company from any and all sources.

Subscriptions will be received by

DANIEL EDWARDS,

Resident Director for the States of Alabama, Mississippi, Texas and Louisiana,
28, 30 and 32 New Levee street,
New Orleans, La.

—OR—

D. WEBSTER,

At the office of R. G. Dun & Co.,
No. 70 Canal street.

Parties subscribing to the Stock will communicate the same by letter to the Resident Director, DANIEL EDWARDS, of this city, at the time of subscribing.

oc9—3m eod

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks	$ 813,684 43	
On Marine Risks	238,734 17	
On River Risks	99,543 62	
Total Premiums		$1,151,962 22
Less Premiums Unearned 31st May, 1868	$238,647 00	
Return Premiums	33,471 97—$ 260,318 97	
Net Earned Premiums 31st May, 1868		$ 891,644 15

Losses paid:

On Fire Risks	$271,220 37	
On Marine Risks	173,940 56	
On River Risks	45,929 96	
	$491,090 91	
Taxes	20,012 61	
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest	105,202 04—	624,314 56
Net Profit		$ 277,329 30

The Company have the following assets:

Real Estate	$ 150,617 87
Notes Secured by Mortgage	675,897 30
Notes Secured by Pledge	80,147 35
Cash on hand	136,479 24
Premiums in course of Collection	90,755 5
City Bonds	30,000 00
Bank and Railroad Stocks	104 900 00
Bills Receivable	127,154 79
Scrips of Mutual Insurance Companies	60,806 00
Stock of Vallette Dry Dock Company	15,000 00
" Levee Steam Cotton Press	5,000 00
" Marine Dry Dock	3,700 00
" Merchants Exchange	1,000 00
" Lightering and Wrecking Co.	1,600 00
" Louisiana Equitable Life Ins. Co.	250 00
State Bonds	1,500 00
Total	$1,495,414 16

Less:

Unclaimed Interest and Interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company	$101,385 15
Thirty-five per cent. of Scrip Issue of 1859, payable in July	70,075 75
Unearned Premiums 31st May, 1868	226,147 00—$396,768 90
	$1,087,645 26

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS:

John Pemberton,	P. Maspero,	David McCoard,
M. Puig,	L. F. Generes,	Pierre Fouts,
Chas. Hagery,	John Morgan Hall,	S. Z. Relf,
P. S. Wiltz,	J. J. Fernandez.	jn13 1f

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of this State.

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868.

Sec. 2. *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868; that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual traveling expenses incurred upon producing sub-vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment. The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted, etc*, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans at the courthouse of the parish, and may establish such place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal. In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted, etc*, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty one years of age, was born (or naturalized, as the case may be) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State.

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any office, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America;" that I never registered myself as an enemy of the United States; that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion; that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution, and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of such certificate and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution, and according to the forms required by this General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts.

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register.

Subject to appeal to the Board of Registration, which Board shall have power to hear and determine such appeals

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety-nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm as the case may be,) that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits, or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law.

Sec. 6 *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of the Supervisors to record in a good, substantial book prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts, that the following particulars shall be recorded, and in the following order. Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration book shall be deposited as soon as said registration is completed in the office of the Secretary of State.

Sec. 7. *Be it further enacted, etc*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized and in the event of his having been naturalized to any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his naturalization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty-five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction

Sec. 8 *Be it further enacted, etc*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and afterwards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances whereby he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office

Sec. 9 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc, with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10. *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same

Sec. 12 *Be it further enacted, etc*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec. 13 *Be it further enacted, etc*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registration.

Sec 14. *Be it further enacted, etc*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State, upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration.

Sec. 15 *Be it further enacted, etc*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D. 1868, and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A. D. 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish; and it shall be the duty of the District Attorney, or *pro tempore* of each parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who ought to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to himself, or that he has reasonable cause to believe from other evidence to be true.

Sec. 16 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and to fix the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec 17. *Be it further enacted, etc*, That the Governor of the State shall, previous to any general election, appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of their precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as hereto provided.

Sec. 18 *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissioners of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners. Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer

Sec 19 *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec 20. *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage.

(Signed) CHAS. W LOWELL,
Speaker of the House of Representatives.

(Signed) OSCAR J DUNN,
Lieutenant Governor and President of the Senate

Approved September 7, 1868

(Signed) H. C. WARMOTH,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

GEO. E BOVEE,
Secretary of State.

Notice of Election.

PURSUANT to a Proclamation of His Excellency H. C. WARMOTH, Governor of the State of Louisiana, bearing date the Nineteenth day of September, A. D. 1868, all the qualified voters of the Parish of Orleans are hereby notified that an election will be held on TUESDAY, the Third day of November, A. D. 1868, for—

One Elector for President and Vice President of the United States, and one Representative to Congress, from the First Electoral and First Congressional District, composed of all that portion of the Parish of Orleans on the right bank of the Mississippi river, and so much of said parish on the left bank of said river as is below and east of Canal street, in the city of New Orleans, comprising the Fourth, Fifth, Sixth, Seventh, Eighth, and Ninth Representative Districts of the Parish of Orleans and the Parishes of St. Bernard, Plaquemines, St. Tammany, Washington, St. Helena and Livingston.

One Elector from the Second Electoral District, and one Representative for the unexpired term made vacant by the death of Hon. James Mann, and one for the regular term, from the Second Electoral and Second Congressional District, composed of all that portion of the Parish of Orleans on the left bank of the Mississippi river above and west of Canal street, in the city of New Orleans comprising the First, Second, Third and Tenth Representative Districts of the parish of Orleans, and the parishes of Jefferson, St. Charles, St. John the Baptist, St. James Lafourche and Terrebonne

One Elector from the Third Electoral District, composed of the parishes of St. Mary, St. Martin, Assumption, Ascension, Vermillion, Calcasieu, Lafayette, St. Landry, Iberville, East Feliciana, East Baton Rouge and West Baton Rouge.

One Elector from the Fourth Electoral District, composed of the parishes of West Feliciana, Pointe Coupée, Avoyelles, Rapides, Sabine, Natchitoches, De Soto, Caddo, Bossier and Winn

One Elector from the Fifth Electoral District, composed of the parishes of Claiborne, Bienville, Jackson, Union, Morehouse, Carroll, Ouachita and Concordia, and two Electors for the State at large.

The Polls will be opened in each Election Precinct in the said Parish of Orleans from the hour of seven o'clock A. M. till six o'clock P. M., on the day and date before mentioned, to-wit: TUESDAY, THE THIRD DAY OF NOVEMBER, A. D. 1868, for the purpose of receiving the votes of the qualified voters of the Parish of Orleans, under the supervision of the Commissioners and Clerks to be appointed by the authorities designated by law. The election to be conducted and returns made to the designated returning officer according to law.

Sheriff's Office, Parish of Orleans, New Orleans, October 15, 1868.

THOS. L. MAXWELL,
Sheriff of the Parish of Orleans

oc17 d

Headquarters CENTRAL COMMITTEE

—OF THE—

Independent Democratic Clubs.

OFFICERS.

President.
J. PINCKNEY SMITH.

Vice Presidents.
GEO. H. BRAUGHN, JAMES J. TARLETON.

Secretaries.
J. PARIS CHILDRESS, Recording.
J. HAMILTON HARDY, Corresponding

Treasurer.
E. COCHRAN.

Executive Committee.
GEO. H. BRAUGHN, Chairman

L. F. LEMARIE,	GEORGE McD. BURKE,
J. O. GARRITY,	JAS. J. JARVIS.

Finance Committee.
W. WRIGHT, Chairman

L. PRADOS,	JOSHUA CORPREW,
GEO. F. CHILDRESS,	JOSEPH N. HARDY.

Committee of Advisors.
J. E. BISSELL, Chairman

W. G. MAUK,	HENRY RENSHAW, Jr.
A. D. BERNOUDY,	JAMES JARVIS.

Committee on Registration.
W. J. KELLY, Chairman

M. O. FORTIAR,	J. P. CASEY.

The following named Clubs are represented by their accredited Delegates:

Blair Invincibles,	Frank Blair Guards,
Blair Invincibles,	Frank Blair Guards of Algiers,
[illegible]	Crescent Democratic Club 5th Ward,
[illegible]	German Democratic Club 6th Ward,
Crescent Mounted Club	Democratic Club 2d Ward,
Crescent City Democratic Club,	Hancock Club,
Grant Democratic Club,	Hibernia Guards,
Fowler Guards,	Hibernian Democratic Club
Jackson Invincibles,	Seymour Guards,
Jewell Guards,	Seymour Invincibles,
Johnson Rangers,	Seymour Vedettes,
Magnolia Rangers,	Seymour Guards,
Minute Men of '76,	Seymour and Blair Knights, Alg.
Pendleton Guards,	Spirit of 76,
Rebecca Guards,	Sumter Southrons,
Seymour Guides,	Walker Guards,
	Washington Club.

AT INDEPENDENT DEMOCRATIC CLUBS of the Parish of Orleans are Represented in the above Committee are earnestly requested to be present by their Delegates EVERY WEDNESDAY EVENING at 7½ o'clock, at the Rooms of the Democratic Club, No ... Canal street.

By order of
J. PINCKNEY SMITH,
President Central Com. Independent Dem. Clubs
J. PARIS CHILDRESS, Secretary — oct3 1t

N. O. Mutual Insurance Company,

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December 1867.

On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	63,489 44	
On River Risks	22,799 81	
Total Premiums		$411,306 41
Less Premiums unearned 31st December, 1867	$115 562 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,677 41
Net earned Premiums		$291,629 00
Losses:—		
On Fire Risks	$ 99,700 82	
On Marine Risks	61,492 16	
On River Risks	19,029 44	
	$160,408 22	
Taxes	11,585 36	
Reinsurance	8,274 51	
Expenses, less interest account	16,180 88	
Interest on Scrips	26,568 60	
		$194,078 ...
Profit		$ 97,449 16
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Premiums	$ 3,734 61	
Notes secured by pledge and mortgage	219,207 00	
Due for premiums in course of collection	39,329 01	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks City Bonds, etc	183,343 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	90,136 00	
Cash on hand	83,777 68	
	$655,523 04	
Less: Depreciation on the above	92,450 00	
Net		$560,773 ...
Less: Unearned interest on Scrips	$ 7,029 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,368 00	34,397 76
		$526,364 ...

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS:—

George Urquhart,	Chas. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.
Office—111 Canal street	

Memphis and Charleston Railroad and Connections.

FAST FREIGHT LINE.

BETWEEN NEW ORLEANS AND

GRAND JUNCTION,	MACON,
NASHVILLE,	LYNCHBURG,
CHATTANOOGA,	PETERSBURG,
ATLANTA,	NORFOLK,
ROME,	RICHMOND,
AUGUSTA,	BALTIMORE,
CHARLESTON,	PHILADELPHIA,

NEW YORK.

And all intermediate points on the line.

Through Bills of Lading given to all points.

All claims for loss, damage or overcharges settled promptly at point of delivery.

Shippers pay no Insurance, Drayage, Forwarding or Commissions.

Rates always Low as the Lowest.

For further information apply at the TICKET OFFICE, UNDER THE CITY HOTEL, or address Box 1871 N. O. Postoffice.

D. H. PEGES,
General Southern Agent
Memphis and Charleston Railroad.

mg16 tf

INSURANCES.

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement Total Premiums for the year ending 29th February, 1868 ... $546,583 4

Viz—Fire Premiums	$263,372 87	
Marine Premiums	183,153 70	
River Premiums	103,057 15	
		$549,583 42
Less Return Premiums	$ 5,859 75	
Less Unearned Premiums	40,145 00	
		$ 46,004 7
Net Earned Premiums		$502,518 6
Losses Paid:		
Fire Losses	$ 62,597 28	
Marine Losses	184,872 72	
River Losses	94,592 00	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	54,348 65	
Taxes and Internal Revenue	34,741 38	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	22,310 83	
Six per cent. interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	37,777 80	
		$491,210 ...
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 ...

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $630,000, viz:

Invested in Real Estate	$ 66,838 ...
Invested in Mortgage on Real Estate	78,019 ...
Invested in City and other Bonds	42,220 ...
Invested in Bank and other Stocks	138,585 ...
Invested in Scrip of Insurance Companies	135,302 ...
Loaned on Pledges	18,200 ...
Bills Receivable	65,806 ...
Premiums in course of Collection	97,262
Cash on hand	111,513
	$737,860 ...

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES:

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
E. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Pothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	R. Pleggio,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Weisbaas,	Rudolph Sieg
H. F. Given.	mh24tf

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE— Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 23, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:

Fire Premiums for year	$236,122 32	
Marine Premiums for year	94,062 32	
River Premiums for year	177,364 33	
		$507,790 22
Total net earned Premiums		$447,664 22
Fire losses paid and estimated	$ 88,500 00	
Marine	67,074 06	
River	55,972 67	
Paid Taxes	28,619 54	
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip	60,108 20	
Paid interest, return premiums, general expenses, less discount, etc	67,649 03	
		$365,016 12
Net Profit		$82,999 10
The Company have the following Assets		
Bills Receivable	$ 37 494 36	
Loans on Bonds and Mortgage	69,343 33—$106,837 69	
Cash on hand	$104,577 34	
Loans on pledge of stocks on time	63,400 00—$167,977 34	
Loans on pledge of stocks on time	$ 11,290 00	
Real Estate	75,000 00	
Scrip of other companies and scrip account	45,082 48—$131,372 4	
Consolidated City Bonds	$ 30,000 00	
City Bonds	86,880 00	
Bank and other stocks	196,337 17—$323,217	
Coupons for City Bonds past due		$4,690 00
Due for premiums in course of collection		41,820 00
		$779,811 00
The Company have also—Suspended Notes, Stocks and Bonds		$406,085 21
Forfeited scrip account		7,909 24
Interest uncalled for	$7,600 20	

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
City of New Orleans

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of May, 1868.

PARIS CHILDRESS
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash to all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

DIRECTORS.

John Watts,	C. T. Buddecke,
Samuel B. Newman,	P. R. Foley,
Wm. Edwards,	A. G. Ober,
P. Simms,	A. Thompson,
John Phelps.	mav26 tf

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.,
New Orleans, 28d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:

On Fire Risks	$168,471 88	
On Marine Risks	65,830 94	
On River Risks	85,602 34	
	$317,904 71	
Add unterminated risks, for 1866	66,685 00	
		$384,589 ...
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 04	
		$ 63,014 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,575 67
Losses paid during same period, viz.		
On Fire Risks	$32,051 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	36,022 94	
		108,715 82
Add re-insurance	2,507 75	
Dis. on Prem	48,466 87	
		50,974 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc. less discount and Interest		71,610 31
Reserved for payment of Interest on Scrips due in 1868		55,213 10
		$284,513 ...
Net profits		$ 37,161 ...

The Company have the following Assets, viz:

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c	$167,200 ...
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued 70c	86,800 ...
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c	71,400 ...
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c	17,500 ...
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c	2,00 ...
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c	3,000 ...
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c	4,500 ...
Bank and Gas Stocks, etc	168,456 ...
Loans on Pledge	26,00 ...
Loans on Mortgage	56,00 ...
Bills Receivable	11,398
Premiums due in course of collection	47,183
Scrips of other insurance companies	12,480
Uncurrent funds	4,000
Coupons on City Bonds due, not collected	13,000
Cash on hand	84,974
	$767,76 ...

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company

THOMAS SLOO, President
THOS ANDERSON, Secretary

STATE OF LOUISIANA
Parish of Orleans, City of New Orleans,

Sworn to and subscribed before me this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS
Second Justice of the Peace
Parish of Orleans

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip Dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day of March next.

THOMAS SLOO, President
JOHN G. GAINES, Vice President
THOS. ANDERSON, Secretary

DIRECTORS

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw	Jno. C. Richa
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer
S. Sicco,	J. B. Bres,
J. C. Barelli	Thos. Sloo
Thos. A. James.	jan28

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, EXEMA, SCROFULSCURVY, &c.

E. GAUDUR,

Druggist, from the Paris University ...

THE NEW ORLEANS DAILY BEE,

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Six	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Seven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eight	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nine	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eleven	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Twelve	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fourteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance ...

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 mo.	2 mos	3 mos	6 mos	12 mos
One	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	12	22	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	15	27	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	19	32	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution, and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy; the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad; the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction.—[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which alone was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory Instead of restoring the Union it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy

It has nullified there the right of trial by jury It has abolished the writ of *habeas corpus* that most sacred writ of liberty

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief-Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government and can only end in a single centralized and consolidated government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called, of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands and not the lands themselves, should be so applied

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails

[illegible]

Tariff of Postage for Mexico, Cuba, West Indies, etc.

[illegible]